

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

SOMMET PC-PS

Quelle crédibilité pour les travailleurs ?

ETAMPES

Procès de 16 résidents SONA-COTRA

LUNDI 24 septembre à 14 heures, à Evry, seize résidents du foyer Sonacotra d'Étampes doivent passer au tribunal. La Sonacotra, après deux essais de saisie sur salaires, essaie de demander l'expulsion du foyer de ces seize résidents.

Le soutien s'organise sous la direction du Comité de résidents, avec l'appui du Comité de soutien. La municipalité d'Étampes (union de la gauche) vote une motion de soutien.

Un tract commun PCF-PS-PSU et PCML avec le soutien de la CGT et de la CFDT est diffusé sur la ville. Toutes les organisations signataires ont décidé d'envoyer des délégations pour accompagner les résidents du foyer qui ont décidé ensemble de soutenir leurs seize camarades.

Il faut noter que le même jour, au même tribunal, à la même heure, les résidents du foyer d'Authis-Mons (Essonne) vont aussi passer au tribunal pour le même motif.

(Voir notre article page 4 qui fait le point sur la lutte Sonacotra, les procès, la répression et la résistance.)

Le temps des sommets est revenu quand tout est à faire pour réaliser l'unité des travailleurs à la base. Si les uns et les autres mettent en garde contre les illusions qui seraient créées par leur partenaire, les travailleurs, eux, ne doivent-ils pas mettre au premier plan la nécessaire unité d'action contre Giscard-Barre ?



Voir page 3

Notre adhésion active à l'accord CGT-CFDT

QUEL est, en France, l'événement le plus important de ces derniers jours : la plaidoirie de Giscard d'Estaing ou l'accord CGT-CFDT ? Poser cette question, c'est y répondre. L'accord des deux centrales syndicales constitue en lui-même un succès des plus importants pour la classe ouvrière, pour tous les salariés. Il s'inscrit à l'actif des luttes de classe de ces derniers contre la politique réactionnaire, antisociale, anti-ouvrière du gouvernement, du patronat et de leur classe d'exploiteurs.

Notre Parti communiste marxiste-léniniste s'en réjouit sans réserve, avec d'autant plus de satisfaction que l'accord CGT-CFDT prévoit précisément ce qu'en tant que Parti nous réclamions depuis longtemps : l'unité dans l'action va d'abord partir des entreprises, c'est-à-dire de la base. Voilà qui est positif, encourageant et doit stimuler l'ardeur de tous les militants, parmi lesquels les adhérents du PCML, qui sont syndiqués dans l'une ou l'autre des deux confédérations.

Faut-il répéter que depuis des années, nous défendons le principe du syndicalisme, nous accordons une grande importance aux activités des deux grandes centrales syndicales ?

Un peu avant et après les événements de 1968, il fut une courte période où nous avons pu donner l'impression que nous étions antisindicalistes. Mais il y a longtemps que nous avons rejeté l'idée gauchiste des « syndicats rouges », lors de notre Conférence nationale d'édification prolétarienne du 12 juin 1971. Par la suite, des erreurs apparentées au courant antisindicaliste ont pu se produire encore dans nos

rangs, passer dans nos colonnes. Il y avait confusion entre syndicats et révisionnisme. On ne règle pas son compte au sectarisme par une seule résolution de conférence nationale ou de congrès !

Enfin, depuis le 3e congrès, ce courant n'est plus apparu que tout à fait exceptionnellement, par manque de vigilance de nos organismes dirigeants. Nous devons examiner chaque erreur commise, peu nombreuses d'ailleurs, d'un point de vue autocritique, avec l'aide des camarades de la base de notre Parti.

Il faut signaler toutefois, pour parvenir à une analyse complète du courant antisindicaliste naguère dans nos rangs et surtout hostile à la CGT, que pendant une bonne dizaine d'années, certains adhérents du PCF, cadres syndicaux encore plus dogmatiques et sectaires que nous-mêmes, livraient contre les adhérents de notre Parti une véritable chasse aux sorcières. Médisances, déformations des positions exactes, attaques publiques et exclusions la plupart du temps antistatutaires n'ont pas manqué. Les sorcières « gauchistes-maoïstes au service de Poniatowski » n'avaient pas droit de cité à la CGT. C'était là une attitude gravement erronée, non prolétarienne, entièrement subjectiviste, préjudiciable à la CGT.

Depuis un certain temps, cette attitude a radicalement changé et nous nous en félicitons. Des militants du PCML peuvent même accéder aujourd'hui à des fonctions dirigeantes de syndicats, de fédérations de syndicats et d'unions locales. Ils y assument les responsabilités auxquelles les ont désignés leurs camarades syndiqués, avec esprit de classe et dans le respect de la démocratie syndicale. On n'exclut plus de la CGT pour le motif d'être adhérent du

PCML ou en accord avec les thèses politiques du Parti communiste chinois. C'est un fait positif par rapport aux pratiques antérieures.

Il se trouve d'ailleurs qu'un membre du bureau confédéral de la CGT vient d'effectuer une visite en Chine, certes à un titre politique et non syndical. Mais le député socialiste, Germont, peut-il oublier, en la circonstance, qu'il est aussi dirigeant de la CGT ? Je ne le pense pas et tant mieux.

Amis lecteurs et camarades, je désire déclarer publiquement que je me réjouis de l'accord CGT-CFDT à deux titres : en tant que secrétaire général du PCML, fidèle aux principes unitaires et de classe du marxisme-léninisme, mais aussi en tant que simple adhérent de base de la CGT.

Que tous nos militants passent à l'action avec leurs camarades d'autres partis ou sans parti, dans leurs syndicats respectifs pour transformer en force revendicative irrésistible l'accord signé au sommet par Georges Séguéy et Edmond Maire ! L'action unie de classe et de masse portera des coups sévères, sinon décisifs, à la politique de Barre et Giscard d'Estaing. Elle contribuera à préparer les lendemains où les luttes politiques de la classe ouvrière et des masses populaires, passant à un niveau supérieur, permettront des actions décisives contre la bourgeoisie capitaliste. Alors, mais alors seulement, l'unité de classe de la classe ouvrière reconstituée favorisera l'ouverture de la voie révolutionnaire au socialisme pour le peuple de France.

Jacques JURQUET
ancien cadre dirigeant de la CGT
de 1947 à 1966.

POLOGNE

ROBOTNIK

Un journal ouvrier d'opposition « Robotnik »

En Pologne, se développe toute une presse d'opposition, à l'initiative d'ouvriers, d'intellectuels, d'étudiants. Le pouvoir ne la voit certes pas d'un bon œil, mais il est confronté à trop de difficultés pour s'opposer de front à elle.

Les articles sont courts, pas théoriques, ils sont surtout informatifs. Ainsi, le journal peut être lu par exemple pendant la pause du petit déjeuner. Le tirage se situe entre 10 et 15 000 ; actuellement, il paraît toutes les trois semaines.

La rédaction de Robotnik est relativement petite, quelques personnes seulement, qui ont toutes des occupations professionnelles et qui doivent donc écrire les textes après leur boulot.

Pour le contenu, les thèmes économiques dominent, à côté des thèmes politiques ; les problèmes sociaux aussi — mais Robotnik est bien évidemment un journal oppositionnel.

Sur certains thèmes, on fait des séries d'articles, par exemple sur la question de savoir pourquoi il y a des manques dans l'approvisionnement de certaines denrées alimentaires — la viande, par exemple. Ou bien sur des problèmes économiques. Parfois, on écrit des articles sur des questions comme : le rôle de l'Eglise chez nous, la visite du Pape, le 10e anniversaire du Printemps de Prague, la démocratie et l'indépendance nationale, l'histoire du mouvement ouvrier polonais.

Le nombre de gens qui lisent le journal est bien plus

élevé que le tirage. Les exemplaires circulent et sont lus par cinq, parfois par plus de lecteurs.

UN OUTIL POUR LA LUTTE

Résultat : les travailleurs sont mieux informés. Au début, le journal était considéré comme « illégal » et dangereux, mais depuis, beaucoup estiment sa parution indispensable et naturelle.

Robotnik est particulièrement bien diffusé à Varsovie, à Gdansk, à Lodz, à Szczecin, à Katowice, à Cracovie — Nowa Huta, à Thorn, à Radom, à Poznan, à Gliwice, à Wrocław, à Grudziadz. Et il est réclamé quand il ne sort pas exactement le jour prévu.

Dans les usines où Robotnik est diffusé régulièrement, les travailleurs ont plus de courage, ils sont plus conscients, ils se défendent contre les heures supplémentaires exagérées. Sur le chemin du retour, on lit Robotnik ouvertement dans le train. Des travailleurs s'adressent au journal en envoyant des informations sur leur usine, certains donnent souvent 100 zloty et plus en souscription.

(Extrait d'une interview accordée à notre confrère Rote Fahne)

NOTE DE LECTURE

Le dernier livre du Prince Sihanouk

Chroniques d'espoir... et d'illusions

La publication des « mémoires » du prince Sihanouk était un événement fort attendu. Certains le considéraient comme une « bombe » apportant un éclairage définitif sur la période 1975-1978 au Cambodge. D'autres en attendaient la solution magique de la guerre qui ravage ce pays.

Il faut bien le reconnaître, ces « Chroniques de guerre et d'espoir » se révèlent décevantes et cela, étrangement, à la fois sans doute pour les amis du peuple cambodgien comme pour ses ennemis.

De faits donc, point. Les accusations abondent pourtant contre les dirigeants du Kampuchea démocratique présentés, de manière peu crédible, comme des admirateurs fanatiques de... Hitler ! Les griefs éventuels que le prince peut avoir envers ses anciens alliés de la guerre anti-américaine le conduisent à un aveuglement politique évident quand il définit les « Khmers rouges » comme l'ennemi principal du peuple cambodgien et quand il crédite les agresseurs vietnamiens de « suffisamment d'intelligence pour ne pas s'engager dans leur entreprise colonialiste au Kampuchea ». « Un Kampuchea qui serait neutralisé sous garantie et contrôle international, un Kampuchea qui n'aurait des relations d'amitié avec tout le monde serait bénéfique aux Vietnamiens eux-mêmes. Ceux-ci, je le crois, le savent bien. Si je ne me trompe, ils attendent l'extinction définitive du régime des Khmers rouges pour s'engager enfin dans la voie de la raison et de la sagesse ».

Ce qui le conduit plus loin à suspendre toute solution possible au Kampuchea à l'écrasement des forces patriotiques qui résistent à l'agression vietnamienne.

UNE VOLONTE PATRIOTIQUE

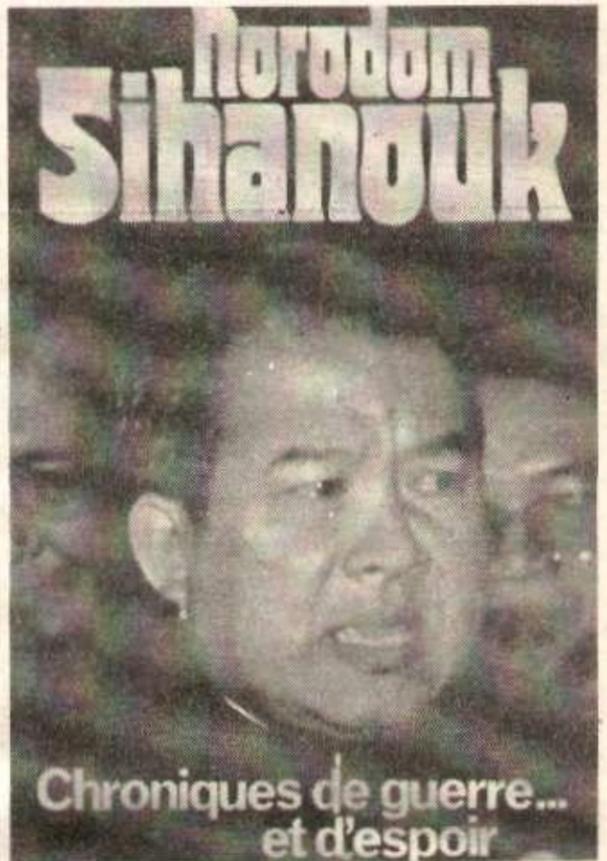
On ne peut pas soupçonner le prince Sihanouk de manquer de patriotisme. Tout au long de son livre transparait de façon passionnée sa volonté de voir exister le Kampuchea dans la paix et l'indépendance. Mais il faut bien reconnaître que les solutions qu'il avance pour cela sont irréalistes et dangereuses ; c'est le cas quand il écrit par

A PROPOS DES MASSACRES

Ces derniers resteront sur leur faim de révélations sanglantes. Sihanouk ne livre dans ses mémoires aucun fait nouveau sur la réalité du Kampuchea entre 1975 et 1978, si ce n'est l'accusation de cruauté... envers les animaux, portée contre les jeunes gardiens de sa résidence.

Tout au plus se fait-il l'écho de certaines affirmations rencontrant un certain consensus dans l'opinion publique sans que personne aujourd'hui puisse préciser sur quoi elles se fondent. Tel est le fameux chiffre de trois millions de Cambodgiens assassinés entre 1975 et 1978. Aucune enquête, aucune statistique n'ont jamais pu être fournies pour étayer ce chiffre terrible, pourtant communément utilisé dans la presse (il est significatif à cet égard que le très officiel bulletin, édité par l'Institut national d'études démographiques (1), dans sa revue annuelle de la situation des populations dans le monde, estime la population du Cambodge en 1979 à 8,9 millions ! Ces statistiques ne sont peut-être pas plus sérieuses que celles que la presse diffuse chaque jour, mais il est intéressant de noter la contradiction.

MANQUE DE LUCIDITE



exemple : « Je suis un nationaliste suffisamment "chauvin" pour accepter de rechercher l'amitié et le respect du Vietnam au prix d'une humiliation nationale ».

Il faut bien reconnaître que jamais des agresseurs qui rêvent de dominer un pays n'ont fait preuve « d'humilité et de respect » envers lui. Au contraire, plus on recule devant eux et plus ils avancent. Notre propre peuple en a fait la cruelle expérience au temps de l'impérialisme hitlérien.

QUEL AVENIR ?

Alors, quel avenir pour le Cambodge ? Quel avenir pour Sihanouk ?

Le peuple cambodgien répond, les armes à la main, à la première partie de cette question, au prix d'un héroïsme que le prince

lui-même reconnaît. L'avenir du Cambodge, c'est le développement de la résistance armée qui chassera les agresseurs du pays.

Et Sihanouk ? Saura-t-il, comme par le passé, choisir le juste camp de la résistance ? Alors sans doute, Sihanouk aura encore un rôle historique dans un pays qu'il aime si passionnément. Se coupera-t-il de ce camp ? Alors il est possible que l'histoire continue à se développer sans lui. Son livre n'est pas un bon témoignage de sa lucidité politique actuelle. Mais, dès sa parution, il tenait à réaffirmer très solennellement que « jamais, il ne collaborait avec les envahisseurs vietnamiens, jamais il ne serait un traître à sa patrie ».

L'avenir du prince Sihanouk est entre ses mains. Annie BRUNEL

COLONIALISME

2 Martiniquais devant les Assises de Versailles

Ce mercredi 19 septembre 1979 s'ouvre devant la Cour d'assises de Versailles le procès de deux jeunes Martiniquais : Victor et Georges Boutrin. Victor est accusé du meurtre de Théolien Jalta, le 9 mars 1978, au cours d'une bagarre pendant la campagne des législatives, son frère est accusé de complicité.

REAPPELONS les faits. Mars 1978 : la majorité a grand peur de perdre les élections, il lui faut raffer le maximum de sièges dans les DOM-TOM. En Martinique, Michel Renard dirige le RPR et dans la commune dont il est le maire, l'opposition n'a aucun droit de s'exprimer. Il a même été condamné en 1973 pour avoir dégainé son pistolet face à un contradicteur, mais on lui a laissé son autorisation de

port d'arme. D'ailleurs, il se vante souvent d'être « le seul élu de ce département à bénéficier d'un port d'arme que je peux porter de façon permanente et visible : comme les forces de l'ordre ».

Mais à Fort-de-France, Aimé Césaire qui est maire depuis longtemps se prépare à être réélu député : pour Michel Renard, c'est intolérable. Alors le 9 mars 1978, il fait une descente avec une bande de nervis dans ce fief

de l'opposition. Les insultes pleuvent sur la foule des partisans d'Aimé Césaire et c'est la riposte de masse à cette provocation. Les hommes de main de Renard foncent alors et s'acharment sur Victor Boutrin tombé à terre et déjà blessé.

Dans la mêlée, Théolien Jalta qui dirigeait le commando de choc de Renard s'écroule. Victor Boutrin reconnaît l'avoir frappé avec un couteau ramassé à terre. Or, à l'autopsie, on découvre que Jalta est mort

après avoir reçu treize coups de couteau. Rien donc ne permet d'accuser Victor Boutrin du meurtre de Jalta, ni son frère Georges de complicité.

Oui mais... les frères Boutrin sont employés municipaux à la mairie de Fort-de-France, celle justement d'Aimé Césaire. Quelle aubaine pour les requins de la majorité qui ne reculent devant rien pour discréditer ceux qui leur résistent. Nous rendrons compte dans nos prochains numéros du déroulement de ce procès.

« Les populations des départements et territoires d'Outre-Mer sont librement françaises. Elles se prononcent au cours de libres consultations, dont le caractère démocratique n'a jamais été contesté ». (Paul Dijoud, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, dans sa récente interview au Monde)

L'HUMANITÉ ROUGE - Vendredi 21 septembre 1979

PRL OBCHODZI NIEPODLEGŁOŚĆ. Władza PRL postanowiła się tym razem "zapisać" do obchodu 50-letniej odzyskania przez Polskę niepodległości w roku 1918. Partyjne propagandystryżki starannie już nie wyprzedzają polityki, przeciwnie, sądzicie w swym...

La question du Cambodge à l'ONU

Dès la première journée de la 34e session de l'Assemblée générale de l'ONU, la question de la représentation cambodgienne a été mise sur le tapis par la délégation vietnamienne. Cette dernière veut que les délégués légitimes du Kampuchea démocratique qui représentaient jusqu'ici leur pays à l'ONU, soient chassés de leur siège et remplacés par les protégés de Hanoi, installés à Phnom-Penh il y a neuf mois grâce à l'invasion vietnamienne au Cambodge.

L'exigence vietnamienne fera l'objet d'une division de la commission de vérification des pouvoirs, qui annoncera sa décision, ce vendredi. Il est évident que la composition de cette

commission peut influencer beaucoup la décision. Reste à savoir si l'Assemblée générale la validera au cas où elle serait défavorable au représentant du Kampuchea démocratique dont les dirigeants se battent dans le maquis contre l'occupation vietnamienne.

DES PRINCIPES A RESPECTER

Comme l'a indiqué un journal de Singapour : « La reconnaissance du gouvernement de Pol Pot est une question de principe. Cela signifie que l'on ne peut admettre que des forces extérieures renversent un gouvernement souverain et indépendant (...). Si jamais l'ONU recon-

naissait le régime provisoire vietnamien de Phnom-Penh, les conséquences seraient graves non seulement pour le Cambodge mais aussi sur le plan des normes qui régissent les relations internationales. En effet, arguant de l'exemple du Cambodge, chaque pays pourrait recourir à l'intervention armée contre un autre pays souverain, sous n'importe quel prétexte, puis faire avaliser son agression par l'ONU.

Les principes de souveraineté, d'indépendance et de non-ingérence qui guident l'ONU, ne deviendraient-ils pas alors purement formels ; ce qui serait très dangereux pour la paix mondiale.

Claude LIRIA

Quelle crédibilité pour les travailleurs ?

La précédente rencontre du PCF et du PS avait accouché du fameux accord d'entre les deux tours de l'élection législative de mars 1978. Intervenant après six mois de rupture et d'invectives, le « ça y est » qui faisait la manchette de l'Humanité du 14 mars 1978, avait été reçu par les travailleurs comme la révélation du jeu politicien auquel s'étaient livrés les dirigeants des deux partis, au mépris des espoirs qu'ils avaient eux-mêmes suscités.

Un an et demi après, les retrouvailles s'effectuent sous les mêmes auspices. N'étant d'accord sur à peu près rien concernant leurs objectifs politiques — ni sur l'analyse de la crise et les solutions à y apporter, ni sur la politique étrangère — les dirigeants du PCF et du PS demeurent parties liées du fait des échéances électorales.

Leurs stratégies respectives fondées sur la conquête d'une majorité de suffrages les enchainent les uns aux autres. Chacun, toutefois, place au premier plan la recherche du rôle dominant dans cet attelage discordant.

La rivalité entre dirigeants, de nature politicienne, qui s'ensuit a, comme conséquence extrêmement néfaste, d'empoisonner les relations à la base entre militants des deux partis ; alors que, plus que jamais, l'offensive gouvernementale et patronale requiert que tous placent au premier rang la réalisation, sans exclusive, de l'unité à la base dans la lutte pour faire reculer Giscard-Barre. Les événements en cours à Marseille sont, de ce point de vue, révélateurs.

INTERROGE sur l'utilité de la rencontre au sommet de jeudi, Fiterman, le négociateur du PCF, répondait mardi au cours d'une conférence de presse que le comportement concret des dirigeants socialistes était de mauvais augure.

« Je n'en voudrais pour preuve, ajoutait-il, que l'attitude de Gaston Defferre face aux luttes développées par les travailleurs de la navale à Marseille pour la défense de leur outil de travail ».

L'attitude concrète par rapport aux luttes des travailleurs voilà bien la question clé de l'unité à la base dont se réclament aujourd'hui les dirigeants du PCF et du PS.

Et nous sommes égale-

ment d'avis que ce qui vient de se produire à Marseille mérite réflexion. Rappelons brièvement les faits. Il y a un an, près de 1 200 travailleurs de la réparation navale marseillaise ont été licenciés dans le cadre de la liquidation du groupe Terrin et ce, en dépit de la lutte énergique des travailleurs, menée sous la direction de leur syndicat CGT. La lutte contre les licenciements, ils la poursuivent depuis lors malgré des conditions difficiles. La semaine dernière, jeudi 13, une délégation de quelques dizaines de membres du PCF de Marseille, conduite par Jeanine Porte, député, occupe le siège de l'Union patronale pour exiger « une reprise immédiate de l'activité » des entreprises de réparation navale.

La délégation est contrainte de quitter les lieux à la suite d'une brutale agression policière. Il y a plusieurs manifestants blessés et onze interpellations dont celles de trois élus (1). Gaston Defferre, député-maire PS de Marseille, ayant déclaré à la suite de ces événements : « Lorsqu'on participe à une manifestation, on prend le risque de recevoir des coups », une violente polémique s'est déclenchée entre les deux partis à travers leurs journaux régionaux respectifs Le Provençal et La Marseillaise.

C'est ainsi qu'Hermier, député de Marseille et membre du Bureau politique du PCF écrit : « Il y a un monde entre les déclarations parisiennes de M. Defferre sur l'union et sa pratique marseillaise de l'anticommunisme et de la collaboration de classes » et que Defferre lui répond : « V a-t-il deux Guy Hermier, celui de Paris qui licencie à tour de bras ses collaborateurs des Editions sociales et celui de Marseille qui, lorsqu'il est de passage, se prononce contre les licenciements ? ». Telles sont les amabilités échangées à Marseille au moment où, à Paris, a lieu la rencontre au sommet Fiterman-Béregovoy. Reste la question soulevée par Fiterman de « l'attitude concrète face aux luttes des travailleurs ». Certes le PCF se prononce résolument en faveur de la lutte, en faveur de l'unité à la base ; pourtant, dans cette affaire de Marseille, il y a un problème qui n'est pas mince : quel est le bénéfice de l'opération pour les travailleurs concernés, ceux de la réparation navale ? Et surtout, où est l'unité à la base dans cette action du PCF qui s'est effectuée complètement en-dehors de l'organisation ouvrière qui, depuis le premier jour et jusqu'à maintenant conduit la lutte de ceux de chez Terrin, à savoir le syndicat CGT de la réparation navale de Marseille ?

Pierre MARCEAU

ARGENTINE

« Nos implacables adversaires »

Communiqué du Mouvement péroniste de l'extérieur

Face à la dictature fasciste argentine, différentes forces, politiques et syndicales, réformistes ou révolutionnaires, commencent à se regrouper à l'intérieur du pays.

Parmi ces forces, le mouvement péroniste, qui a dirigé l'Argentine de 1945 à 1955 et de 1973 à 1976.

Dans le cadre du front uni que cherchent à réaliser les antifascistes argentins, voici un communiqué du Mouvement péroniste à l'extérieur.

« **N**OUS péronistes habitant conjoncturellement dans différents pays d'Europe, voudrions exprimer notre adhésion maximum aux claires et énergiques déclarations que les instances dirigeantes du Parti Justicialiste (*) ont faites en Argentine à l'occasion de la visite de la commission interaméricaine des droits de l'homme.

Le 24 mars 1976, la jun-

te militaire — faisant siens les intérêts minoritaires — a pris le gouvernement au peuple argentin. En tant que composante de ce peuple, nous exprimons notre accord total avec la condamnation que la présidente du Parti Justicialiste, Madame Maria Estela Martinez de Peron, et son vice-président, Monsieur Deolindo Bittel, ont prononcé contre « les bénéficiaires de l'actuelle situation, qui sont et

seront nos implacables adversaires ».

Devant la grave situation que vit notre patrie, nous estimons profondément claire la réaffirmation de la conception justicialiste des droits de l'homme, qui ne s'arrête pas à l'égalité devant la loi, à la condamnation de toute torture ou vexation, mais qui vise à la totale dignité de l'individu en tant que personne, développant ses droits à participer à la vie sociale, économique, politique et culturelle, rejetant également toute violence quel qu'en soit le signe idéologique. »

Mouvement péroniste de l'extérieur
Enrique Padilla
Alicia Chihee

(*) Parti péroniste : dirigé par Mme Peron.

AFGHANISTAN

Des milliers de détenus sans jugement

Rapport d'Amnesty international

Deux membres d'Amnesty International se sont rendus en Afghanistan récemment et ont publié un rapport accablant pour le régime pro-soviétique. Il est notamment dit que « La politique du gouvernement (Taraki - NDLR) a consisté à emprisonner tout individu, ou membre d'un groupe politique considéré comme opposant effectif ou potentiel ».

De ce fait, des milliers de gens croupissent dans les geôles du nouveau régime sans jugement aucun. Dans la seule centrale de Pule Charchi (banlieue de Kaboul), il y a 12 000 prisonniers. Les enquêteurs

n'ont pu visiter cette prison.

Les enquêteurs ont ajouté : « Amnesty International a de bonnes raisons de croire que des prisonniers politiques ont subi des tortures. »

Pendant ce temps-là, l'Humanité fait seulement état de rumeurs contradictoires sur la situation en Afghanistan et s'interroge sur le fait de savoir si Taraki est mort ou non.

Il s'agit plus d'une explication embarrassée que d'un véritable article explicatif et de plus le journal fait le silence sur le rapport d'Amnesty International.

GREVES

Jeudi, l'EGF, du 1e au 6 octobre, action dans les PTT

Jeudi, à l'appel des fédérations CGT et CFDT, les gaziers et électriciens ont été invités à arrêter le travail. Les fédérations réclament entre autres choses l'augmentation du salaire de base qui était encore au premier septembre de 3 125 F.

Du premier au 6 octobre, les fédérations CGT et CFDT des PTT organisent

une semaine « d'information et d'action » sur les axes suivants : revalorisation de la profession et progression du pouvoir d'achat, en particulier les bas salaires, l'amélioration des classi-

fications et la formation professionnelle.

Le deuxième point sera l'amélioration des conditions de travail par la réduction du temps de travail à 35 heures en cinq jours et enfin de troisième axe porte sur la défense et l'extension des droits des travailleurs.

Le 20, une grève a eu lieu à Paris 8e pour des effectifs supplémentaires (40 postes inoccupés à la distribution).



DANS L'ACTUALITE

IMMIGRES

FOYERS EN LUTTE

Halte aux expulsions



Au foyer de Nanterre-Sorbier, la Sonacotra demande la fermeture de l'une des tours (1 000 résidents).

Les déclarations menaçantes du directeur de la Sonacotra, Pierre Bon, ne restent pas lettre morte : les menaces et décisions d'expulsion continuent à frapper les résidents de divers foyers immigrés en lutte, en particulier dans la région parisienne, et de nouvelles mesures répressives sont prises contre des délégués.

C'EST dans ce contexte que se prépare le rassemblement Français-immigrés du 29 septembre à Garges-les-Gonnesse, un con-

texte qui rend toujours plus nécessaire et urgent la solidarité la plus large avec les travailleurs immigrés, face aux lois Barre-Bonnet-Stoléru en général, face aux expulsions et à la répression

qui frappe en particulier les résidents des foyers en lutte.

A ce sujet, là où les décisions d'expulsion ont été signifiées aux résidents et

Dans le même temps, Rachid Kanote, délégué du foyer d'Ivry, membre du Comité de coordination passe en commission d'expulsion (hors du pays...) à

Communiqué de presse

La commission culturelle, la commission de presse et l'organisation du rassemblement Français et immigrés du 29 septembre à Garges-les-Gonnesse demandent à tous les groupes culturels français ou immigrés de Paris ou de province de se mettre en contact avec la commission d'organisation du rassemblement.

Ce rassemblement aura besoin de la participation de tous les groupes ou troupes de chanteurs, de théâtre, de musique, etc.

Pour le contact : par écrit : Comité de Coordination des foyers en lutte (pour la commission d'organisation) - 14, rue de Nanteuil 75015 Paris.

Ou directement en s'adressant à la permanence du camp de Garges-les-Gonnesse, face au foyer occupé.

Répression

A Nanterre, après les 25 expulsions de la mi-juillet, 187 résidents de Nanterre Sorbier ont reçu le jugement ordonnant leur expulsion et la Sonacotra demande la fermeture d'une des tours du foyer (celui-ci loge un millier de personnes).

A Champigny, 167 expulsions ont été prononcées, à compter du 21 septembre. D'autres sont attendues dans divers autres foyers : Colombes, Ivry, Bagnolet, Montreuil, Argenteuil, Corbeil-en-Vélisy...

D'autres vont comparaître devant des tribunaux, comme à Athis-Mons par exemple (voir communiqué ci-contre).

sont donc connues ainsi que leur délai d'exécution, il faut alerter les syndicats, les associations, les partis, les militants actifs dans le quartier, prendre des mesures concrètes pour donner l'alerte et réagir rapidement en cas d'expulsion, comme cela se reflète par exemple à Champigny : les journées portes-ouvertes de ce week-end (samedi à partir de 14 heures au foyer Sonacotra 79 rue du Monument à Champigny) et le rassemblement du 24 devant la préfecture de Créteil (pour empêcher l'expulsion hors de France de Rachid Kanote) y sont prises en charge par un large éventail d'organisations (voir notre édition de mercredi : Humanité rouge No 1 128). Nos camarades doivent évidemment contribuer le mieux possible à l'organisation et au développement d'une telle solidarité.

la préfecture de Créteil, le gerant de son foyer ayant porté plainte contre lui pour un bombage sur un mur du foyer.

Un délégué de Saint-Denis est convoqué au tribunal pour diffusion de tracts.

Avant même d'être votée, la loi Barre-Bonnet relative aux expulsions pour « troubles à l'ordre public » est appliquée, et on voit ce que peut signifier « troubles à l'ordre public » !

Voici quelques faits qui montrent l'ampleur de la répression en cours, et donc les efforts nécessaires pour développer la solidarité avec les résidents.

Le rassemblement du 29 à Garges, axé contre les lois Barre-Bonnet-Stoléru, comportera une partie, importante, consacrée à la lutte des foyers. Ce sera donc aussi une occasion de manifester une telle solidarité. Gilles CARPENTIER

CORSE

Les barbouzes et la liberté de la presse

DANS la nuit de samedi à dimanche, le magasin appartenant à l'épouse de Stéphane Muracciole — correspondant en Corse du quotidien Libération — a été plastiqué. Il a remis à la presse une déclaration comprenant notamment ceci : « Déjà, il y a quinze mois, lorsque avec J.P. Delors nous avions publié « Corse, la poudrière » aux éditions Moreau, j'avais reçu une lettre de menaces. Signée d'un prétendu Front antiséparatiste. (...) Bizarre cette horreur qu'ils ont de la chose écrite. Depuis longtemps, tout le monde sait ici qu'un responsable des polices, au plus haut niveau, est soupçonné de « tenir » les groupes barbouzes à travers la Corse. Depuis longtemps, à Corte, un agent de ville est soupçonné de faire partie des possibles exécutants d'attentats perpétrés contre les autonomistes. (...) »

Eh oui ! Ces gens-là ne font l'objet d'aucune poursuite. Par contre, comme le relève notre confrère, ils ont les mains libres pour s'attaquer aux journalistes. Par exemple, ceux de Bastia qui, en 1978, ont dû se rendre à Paris pour être entendus par le juge d'instruction de la Cour de Sécurité de l'Etat, à la suite d'un attentat contre le château de Fornali. D'autres journalistes ont été conduits « sans ménagement » au commissariat lors de la manifestation de juin dernier : il fut lui-même, le même jour, victime d'un « début de tabassage ».

Nous nous élevons fermement contre ce qui vient d'arriver à S. Muracciole, qui est une nouvelle atteinte à la liberté d'informer et plus généralement aux libertés démocratiques.

TEXTILE

Rencontre internationale des ouvriers des groupes Willot et DMC

L'Union internationale du textile dépendant de la FSM (Fédération syndicale mondiale) a organisé une rencontre de délégations syndicales des groupes Agache-Willot et DMC (Groupe Thiriez-Cartier-Bresson).

Les représentants étaient venus d'Afrique, d'Europe, d'Amérique latine.

Cette rencontre a permis de constater les grandes disparités de salaires d'un continent à un autre. Une ouvrière de DMC au Salvador gagne 12 F par jour tandis qu'un ouvrier américain pour le même travail gagne 12 F de l'heure.

Au Mali, un ouvrier du groupe Willot gagne 220 F par mois et un ingénieur malien gagne la moitié du salaire d'un ingénieur français installé dans ce pays. De tels faits permettent de mieux comprendre la politique de redéploiement des groupes capitalistes du textile dans les pays du tiers monde. Là-bas les profits sont plus juteux.

GRENOBLE

Fête de « L'Humanité rouge »

DIMANCHE 23 SEPTEMBRE DE 11 h à 21 h 30 à Quaix-en-Chartreuse

A 100 mètres de la porte de France et de l'ancienne route de Lyon, prendre à droite la route du Col de Clémencières. Un ramassage sera organisé à 11 h, 12 h, 13 h, 14 h, 15 h à l'entrée du jardin des dauphins.

Programme : sport, repas, chansons, jeux, clowns, théâtre de marionnettes, garderie, bal populaire, forums-débats, intervention du PCML. Participation aux repas de 15 F.

Organisée par la section de Grenoble du Parti communiste marxiste-léniniste avec le soutien du Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste et la participation de plusieurs organisations invitées.

Sur vos lettres adressées à L'Humanité Rouge, n'oubliez pas de mentionner : rédaction ou administration



Une nouvelle fois les résidents d'Etampes sont convoqués au tribunal.

CHAUDE SEMAINE A CHERBOURG

Lardet-Babcock en lutte depuis le 7 juin



1) Arrivée des délégations jeudi 13 septembre pour soutenir ceux de Babcock. 2) Deux CRS en plein « travail ». 3) Samedi 15 : déchargement de camions par les ouvriers de Babcock.

Un grand hangar à la toiture vitrée et en tôle ondulée, c'est l'entreprise de métallurgie de Babcock qui emploie 80 personnes. Vous trouverez cette entreprise « rue de la misère ». C'est ainsi que l'ont baptisée les travailleurs. C'est pour cela qu'ils sont en lutte depuis le 7 juin, contre des salaires de misère.

Leurs revendications sont : la parité avec les entreprises de la métallurgie (revalorisation du point usine), 13e mois comme à Golbey (autre entreprise Babcock dans les Vosges), conservation du pouvoir d'achat.

travailleurs occupent l'entreprise avec piquet de grève. Dans cette « affaire Babcock », il y a eu bien des rebondissements, bien des manœuvres de la direction pour tenter de faire échouer la lutte.

Après avoir longtemps refusé les négociations, la direction n'a « proposé » que quelques miettes que les travailleurs ont refusées. En fait, la direction voudrait liquider l'entreprise cherbourgeoise pour investir ailleurs.

De nombreuses manifestations de solidarité ont eu lieu dans la métallurgie à Cherbourg, notamment lors de la semaine d'action de la CGT. Dans Cherbourg, la solidarité se développe autour des Babcock.

JEUDI 13 SEPTEMBRE 16 HEURES

Plusieurs centaines de gendarmes mobiles vont investir (pour la septième fois en moins d'un an à Cherbourg) l'agglomération et faire évacuer les grévistes pour permettre à la direction de déménager le matériel de l'entreprise.

Les travailleurs ne se laissent pas faire. Aussitôt, une voiture sonne de la CGT parcourt la ville et appelle à la rescousse. Très vite les travailleurs des entreprises les plus proches arrivent (Simon, Socoval). Ensuite les travailleurs

et délégations syndicales de l'UIE, des CMN, puis les municipaux arrivent. Les travailleurs sont nombreux et la tension monte (voir photo).

Suite à ces provocations policières, des affrontements violents se dérouleront jusque tard dans la nuit. Vendredi 14 sera aussi une journée de mobilisation et les affrontements redoubleront de violence. Dans la nuit de vendredi à samedi, plusieurs ouvriers seront blessés, mais 25 CRS aussi. Pendant plusieurs heures, les élus de la municipalité de gauche négocieront avec le préfet le retrait immédiat des « forces de l'ordre ».

UNE PREMIERE VICTOIRE

L'unité d'action des travailleurs cherbourgeois a permis samedi une première victoire. Les forces de l'ordre ont quitté la ville et un certain nombre de camions pleins de matériel de l'usine restent à Cherbourg.

Aussitôt, les ouvriers de Babcock ont réoccupé l'usine et déchargé les camions laissés par le patron (voir photo).

Les grévistes ont rétabli les barricades de chaque côté de la rue. Les violences policières n'ont fait que renforcer le soutien populaire à la lutte. C'est ainsi que samedi après-midi (15 septembre) face à l'usine, plus d'un million de centimes ont été collectés.

Correspondant de Coustances

POUR VIVRE ET TRAVAILLER EN AQUITAINE

Appel du PCML à manifester contre la venue de Giscard

Le Comité régional du PCML appelle tous les travailleurs intellectuels et manuels, des villes et des campagnes, à riposter dans l'unité la plus large, la plus active, la plus massive, contre la venue de Giscard dans notre région.

Depuis de nombreux mois et durant l'été, ce pouvoir antipopulaire a accentué son exploitation et répression sur la classe ouvrière et tout le peuple de notre pays : hausses de prix intolérables, mesures brutales de licenciements (comme dans les Landes ou les 700 prévus au CHR de Bordeaux), chômage accru, augmentation des cotisations ouvrières à la Sécurité sociale, attaque contre le droit de grève et le droit syndical, racisme contre les travailleurs immigrés, remise en cause de la loi Veil sur la contraception et l'avortement.

card en Aquitaine relève de la plus pure provocation. Elle ne saurait être tolérée. Quand le cynisme de la réaction ne connaît plus de bornes (au point d'aller comme à Air-Inter jusqu'à vouloir aller licencier une femme de ménage pour un prétendu vol de quatre bouteilles de jus de fruit), il est urgent que tous les travailleurs se dressent dans l'union et l'action la plus large pour stopper cette offensive antipopulaire.

L'union et l'action de toutes les forces politiques et syndicales s'impose contre Giscard-Barre-Ceyrac-Chaban.

La voie des changements immédiats passe par l'unité de notre peuple à la base et dans l'action.

Que partout les travailleurs s'apprentent à recevoir Giscard comme il se doit !

Notre Parti, le PCML, partout où il le pourra, engagera toutes ses forces pour riposter avec tous à Giscard dans les manifestations, grèves et actions diverses qui seront décidées avant et pendant sa venue.

Pour vivre et travailler au pays :

- Union et action contre la venue de Giscard !
- Union et action pour la défense de nos droits et revendications.

Le 16 septembre 1979
Comité régional
Aquitaine du PCML.

CANNES

Grève dans une entreprise de réparation ferroviaire

Une grève avec occupation des locaux vient d'être déclenchée à la CLBI (Cannes-Bocca-industrie), réparation ferroviaire. Les faits : à 95 % les travailleurs ont décidé de cesser le travail pour exiger l'annulation de la procédure de licenciement engagée contre un ouvrier de l'atelier peinture.

Celui-ci avait eu une altercation avec son chef. Ce dernier a tenu des propos particulièrement grossiers. Dans un premier temps, l'ouvrier s'était vu infliger un jour de mise à pied, puis trois jours.

De tels faits sont révélateurs du climat de tension qui règne sur les lieux de travail. Nous vivons une période difficile où après bien des coups durs, l'été vient encore apporter son lot de mauvais coups. La tension monte, l'étincelle met le feu aux poudres surtout quand les directions prétendent encore imposer l'arbitraire de la hiérarchie.

La direction engage ensuite une procédure de licenciement. Une réunion a eu lieu entre la direction et les représentants syndicaux. La direction refusant d'annuler cette décision, le personnel a cessé le travail lundi 17 septembre pour une durée illimitée.

A tous ceux et celles qui veulent manifester leur solidarité, nous demandons d'envoyer des télégrammes en se groupant par entreprise ou syndicat.

Une première grève de solidarité avait eu lieu précédemment dans l'atelier de peinture. Les travailleurs dans leur ensemble sont solidaires contre les décisions arbitraires de la direction et prêts à poursuivre la lutte autant que cela sera nécessaire.

Adresse : Travailleurs de la CLBI, local syndical, 175 avenue Francis Tonnerre, 06 322 Cannes La Bocca.

NDLR : nous ne garantissons pas le nom de la boîte car il n'était pas audible.

« Ici le salaire d'embauche c'est 2 200 F et on atteint les 3 000 F avec 42 ans d'ancienneté et les primes », nous explique le responsable CGT de l'entreprise (seul syndicat dans la boîte). Voilà trois mois que les

CNAVTS

La justice contre les travailleurs

UNE fois de plus la justice des patrons s'en prend à des travailleurs en lutte. Depuis plus de quinze jours, maintenant, la Caisse nationale d'assurance-vieillesse des travailleurs salariés est en lutte dans le 19e arrondissement de Paris et on occupe. Il y a aussi lutte dans un autre centre à Paris et à Tours. Rappelons aussi que dans le 19e arrondissement, c'est le service informatique qui est en grève pour les revendications suivantes : travail en 2,7 comme dans les autres caisses parisiennes et certaines caisses régionales et problème de salaire.

Mercredi, trois huissiers ont constaté que les travailleurs occupaient. Aussitôt après la procédure en référé, l'intervention de la police est attendue. Une telle intervention, si elle devait se produire, serait la première depuis sept ans dans le 19e.

COLONIALISME

« La départementalisation a favorisé le dépérissement du pays »

Interview d'un jeune Guadeloupéen (2)

Dans son interview au *Monde* publiée lundi, le secrétaire d'État au Dom-Tom (départements et territoires d'Outre-mer), Paul Dijoud, a osé prétendre que « la France n'a plus d'ambition coloniale et ne reste donc dans aucun de ces départements et de ces territoires par la contrainte. Nous restons outre-mer parce que les populations l'ont décidé ainsi ». Nous poursuivons la publication de l'entretien avec un jeune Guadeloupéen commencé hier. Aujourd'hui, il aborde l'histoire sanglante de la colonisation de son pays et ses propos apportent un cinglant démenti au représentant de Giscard.

Interview recueillie par René Bréand

René BRÉAND : Peux-tu faire un petit historique de l'occupation française ?

R : A l'origine, la Guadeloupe était peuplée par les Arawacks. Peuple qui vivait de la chasse et de la pêche. Quand les Français se sont établis en 1635, ils ont voulu réduire en esclavage ces Arawacks qui les combattaient. Mais les colonisateurs étaient bien supérieurement armés, il est arrivé un moment où les Arawacks ne pouvaient plus résister : une partie a été massacrée, une autre a dû partir sur les îles voisines, notamment la Dominique à 50 kilomètres de la Guadeloupe.

C'est le début des plantations de café et de canne à sucre et avec le besoin de main d'œuvre, c'est aussi le début de la période esclavagiste. L'« importation » d'esclaves d'Afrique occidentale.

C'est dès cette époque que date la résistance d'un certain nombre d'esclaves : les « nègres marrons », qui fuyaient les plantations, allaient se cacher dans les montagnes où ils rejoignaient souvent les Arawacks et le soir, ils attaquaient les plantations pour libérer leurs frères esclaves.

La résistance avec des hauts et des bas fut continue, jusqu'en l'année 1802, mémorable pour tout Guadeloupéen.

R.B. : Que s'est-il passé cette année-là ?

R : Un certain nombre de patriotes, Delgres, Massoto, se sont dressés les armes à la main contre les émissaires de Napoléon, envoyés pour réduire à nouveau en esclavage les esclaves qui se croyaient libres suite à la Révolution de 1789.

A ce propos, il y a un certain nombre d'historiens, soit français, soit assimilationnistes guadeloupéens qui disent que c'est grâce à la Révolution française que l'esclavage fut aboli. Effectivement la Révolution est arrivée au bon moment mais il y avait aussi en Guadeloupe face aux esclavagis-

tes une lutte qui remporta des victoires.

La résistance de 1802 s'est terminée par un massacre, mais elle porta cependant des fruits et un certain nombre de lois anti-esclavagistes furent votées en France.

Enfin, en 1946, ce fut la loi d'assimilation, c'est-à-dire la départementalisation votée par l'Assemblée nationale française. Il fallait nous assimiler au peuple français. Loi votée aussi à l'époque par le PCG qui disait que c'était un grand succès pour les Guadeloupéens d'être considérés comme des citoyens à part entière.

Cette départementalisation a favorisé le dépérissement du pays ; aujourd'hui le résultat est catastrophique, tout le monde le reconnaît, mais personne n'ose aller aux racines des problèmes, du pourquoi on en est là tout en étant conscient de la cause de ce mal.

R.B. : Quelles sont les luttes récentes du peuple guadeloupéen ?

R : En 1967, suite à un mouvement populaire, la répression a été féroce. Les 26 et 27 mai 1967, il y a eu plus de 50 morts : des patriotes massacrés par les képis rouges, les chiens de gardes du colonialisme.

Suite à cette répression, il y a eu un petit recul qui n'a pas duré longtemps et les luttes ont recommencé dans le bâtiment, la canne, etc. Suite à un certain nombre de luttes, en particulier dans la canne, fut créé l'UTA (Union des travailleurs agricoles). Les luttes dans la canne et la banane se sont alors multipliées. Cette organisation allait à la racine du problème et posait la question du statut politique de la Guadeloupe. C'était la première fois qu'un syndicat posait cette revendication.

R.B. : Peux-tu préciser ce que tu entends par « statut politique » ?

R : C'est-à-dire la situation de la Guadeloupe qui

est soi-disant un département d'Outre-mer. Ce n'est qu'un masque, car nous sommes une colonie. Colbert disait : « Pas un clou de fer qui ne vienne de la métropole » ; conséquence : l'agriculture va viser à satisfaire les besoins de la France, le commerce va se faire obligatoirement avec la métropole qui a le monopole des sociétés de transport.

En 1979, la situation n'a pas changé, nous sommes régis encore par ces lois.

On sert de « matière première » pour l'impérialisme français. Pourquoi cette immigration de masse a-t-elle commencé en 1960 ? A l'époque c'était la fin de la guerre d'Algérie et les travailleurs algériens commençaient à rentrer chez eux, ils laissaient des places notamment dans les hôpitaux et aux PTT, tous endroits où l'on retrouve aujourd'hui un grand nombre de Guadeloupéens.

R.B. : Peux-tu aussi nous parler des Français établis en Guadeloupe.

R : Pour mieux asseoir sa domination en Guadeloupe, le colonialisme essaye de créer un peuplement de Français. Il doit y avoir 15 000 Français en Guadeloupe sur 340 000 habitants. Le niveau de vie des Français est extrêmement élevé.

Pour nous, on estime que si un Français est démocrate, épris de justice et de paix, il n'a pas à être en Guadeloupe. Nous, dans la situation actuelle, ce qu'on leur demande, c'est de prendre leur valise.

R.B. : Des Français qui se battent aux côtés des Guadeloupéens, il n'en existe pas ?

R : J'en connais pas précisément, car c'est extrêmement rare. Ma position c'est qu'on ne refuse pas de discuter avec les Français, mais s'ils sont corrects, on leur demande de ne pas rester en Guadeloupe.

Ce n'est pas du racisme, loin de là, car on estime que dans le cadre d'une Guadeloupe libérée, souveraine, on aura sans doute des relations avec la France. Pour les techniciens et les cadres, on fera sans doute appel à des Français mais dans une autre situation.

Actuellement, on ne peut pas avoir des relations correctes avec cette fraction de gens. Un exemple ? Chez ces Français, il y en a qui se disent de gauche, du centre, de droite. En France, ils ne se fréquentent pas, mais en Guadeloupe, ils le font parce qu'ils for-

ment une communauté compacte, qu'ils sont dans un pays qui n'est pas le leur et que la quasi-totalité a un comportement colonialiste.

A suivre

NOTE DE LECTURE

« Les linges de la nuit »

Un livre d'actualité

MADELEINE Riffaud, ancienne résistante, torturée par la Gestapo, correspondante de guerre au Vietnam et en Algérie pour *L'Humanité*, a troqué son habit de journaliste pour celui d'aide-soignante, d'où son livre : « Les linges de la nuit ».

Un livre empreint d'une grande chaleur humaine pour les malades, pour ses collègues « provisoires », liées par leurs dures conditions de travail et un attachement profond pour leurs patients, asservies par la maladie.

Ce témoignage peint tout à la fois la complexité des sentiments satellites de la maladie : totale dépendance des malades, perte de leur dignité, de leur intégrité corporelle (Madeleine travaille dans un service d'amputés), mais aussi le sort des malades dans un hôpital géré selon le mode capitaliste, les profits étant au poste de commande.

Elle nous montre avec pertinence, comment le pouvoir use et abuse de la conscience professionnelle des travailleurs sociaux pour leur faire jouer en partie le jeu de la pénurie.

« Tu connais Roger, raconte Justine, l'infirmier du troisième, celui qui boite. Eh bien dimanche, il était seul dans son service ainsi que cela se produit si souvent. Arrive une urgence, « un abdomen », un gosse. Une radiographie à faire tout de suite, au lit. Le seul appareil portatif se trouvait au rez de chaussée. Le monte-charge, celui-là toujours en panne quand il ne faudrait pas. Roger se précipite et soulève l'appareil, c'est lourd. Roger a glissé dans l'escalier et la radio lui a écrasé le pied. Un mois de congé. La prime de Roger a été supprimée. Il avait voulu rendre service ».

Elle expose les aberrations de la politique de la santé : construisant des services super-sophistiqués, mais disposant de peu de personnel pour fonctionner et des couloirs qui disputent le manque d'hygiène au Moyen-Age.

3 nouvelles affiches

Trois nouvelles affiches seront disponibles la semaine prochaine. Un bandeau « Lisez *L'Humanité rouge* » et deux affiches 60 X 80 l'une « Chaque jour *L'Humanité rouge* au cœur de vos luttes » et l'autre « Adhérez au PCML ».

Le bandeau et la première affiche sont destinés à faire connaître le nom de *L'Humanité rouge*, organe central du PCML. Elle mentionne l'adresse du journal et son numéro de téléphone. Leur texte bref et leur couleur vive (noir sur jaune) devrait attirer l'œil du passant.

Elles peuvent rappeler notre journal au bon souvenir des lecteurs occasionnels mais aussi inciter des travailleurs en lutte à l'utiliser pour leur compte.

D'autre part, pour ces affiches, elles pourront soutenir (étouffer) un collage d'affiches locales et montrer la dimension nationale de l'intervention du Parti.

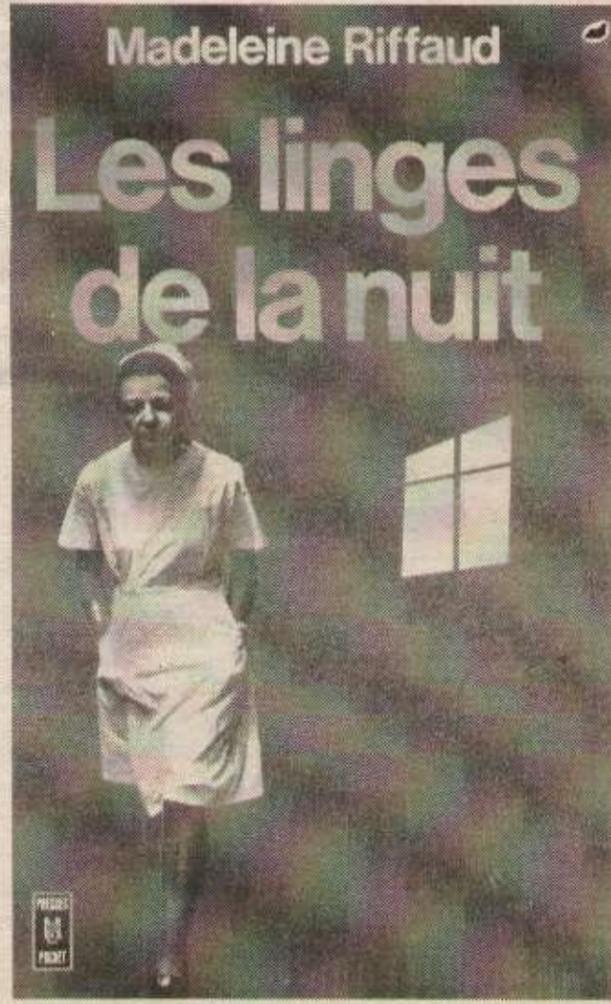
« Une infirmière est responsable à l'étage en-dessous de 70 opérés. 17 des 19 services de cet établissement hautement spécialisés exigeraient davantage de personnel de toutes catégories. La présence, dans la journée d'un nombre important de médecins et de spécialistes entraîne un travail plus intense (...), décuple la fatigue des agents hospitaliers. Nul n'a tenu compte de ces réalités et cet outil incomparable, un hôpital ultra-moderne, tourne, faute de personnel, en dépit du bon sens ».

Les Lingés de la nuit est plus que jamais un livre d'actualité. Les professions de la santé et les malades ont à combattre les mesures d'austérité de la Sécurité sociale, comme la suppression des lits d'hôpitaux, par exemple.

Nathalie VILLOTIERS

« Dans les bas fonds de l'hôpital, il y a des rats. Maria en a vu un gros comme un lapin ». Elle a laissé tomber les gamelles ».

Madeleine Riffaud : *Les Lingés de la nuit*, Presse-Pocket, 10,50 F aux Herbes sauvages.



Qui sera le «Manager 1979»

LE *Nouvel Economiste* organise le concours du «Manager de l'année 1979». Les présidents des 1 500 premières sociétés françaises ont retenu six noms parmi lesquels les lecteurs du *Nouvel Economiste* doivent choisir le «Manager 1979».

Parmi les six noms, nous avons retenu pour nos lecteurs deux personnages typiques parmi le nouveau courant qui traverse le patronat : agressivité commerciale et industrielle, maître d'œuvre en matière de restructuration, etc.

D'abord parlons de Jean Gandois. Il est le PDG de Rhône-Poulenc. C'est un ancien de chez De Wendel, les maîtres de forge. C'est lui qui a redéployé le trust Rhône-Poulenc ces dernières années dans la chimie fine, les engrais, la pharmacie.

Du point de vue des capitalistes, il semble qu'il ait réussi la reconversion puisque Rhône-Poulenc a publié une double page de publicité dans les *Echos* annonçant des succès monstres dans les résultats financiers du trust au cours des six premiers mois de 1979.

Le deuxième PDG est Henri Line, qui dirige Line-PSM. C'est la première société de machines-outils en France. En six ans, le groupe a racheté une demi-douzaine d'entreprises françaises du secteur machines-outils dont une usine Renault-Somua à St-Etienne, une usine de l'ex-groupe Ratier-Forest-GSP, etc.

Il a fait alliance avec Leroy-Somer et Empain-Schneider. Il est devenu l'un des grands européens et emploie 2 000 personnes. Il a donc bien réussi aussi.

Combien de travailleurs ont-ils laissé sur le tapis ces messieurs ? Ça il vaut mieux ne pas en parler, ce sont des brouilleries.

Enfin, les capitalistes ne se portent pas si mal que ça. A les entendre, ils sont toujours ruinés ou prêts à l'être. Les travailleurs ont raison de lutter. Les capitalistes peuvent payer et ils doivent payer. Ce n'est pas aux travailleurs de faire les frais des restructurations.

Peugeot s'intéresse au poids lourds

IL y a quelques années, Peugeot vendait sa filiale poids lourds Berliet à Renault. A l'époque, le secteur poids lourds de Peugeot était déficitaire et c'était d'un bon profit de s'en débarrasser.

Mais voilà Peugeot vient de changer d'optique. Tout bon capitaliste de l'automobile se doit d'avoir un secteur poids lourds. Et Peugeot ne part pas les mains vides en la matière. En reprenant les filiales européennes de Chrysler, Peugeot a hérité de la marque Dodge.

Des contacts précis avaient été pris avant la cession des filiales Chrysler entre Dodge et la firme hollandaise Daf. Après étude, par les capitalistes de chez Peugeot, il s'est avéré que le secteur poids lourds devait être renforcé.

Chrysler-Europe est devenu Talbot et fin 1979, Talbot acquerra la responsabilité définitive de Dodge et deviendra Talbot-Dodge.

Dodge connaît une grève depuis dix semaines en Angleterre et serait en déficit de ce fait. De sombres tractations financières sont en train de se dérouler afin d'obtenir des subsides du gouvernement français pour remettre Dodge à flot.

Bref, dans la guerre des trust du poids lourds, où Peugeot arrive un peu tard, il compte bien s'accaparer une part du marché et au cas où cela tournerait mal, il s'assure des garanties financières auprès du gouvernement. Les travailleurs payeront une fois de plus.

Stein industrie : Contrat juteux plein les poches pour Thomson-CSF au Caire

STEIN-INDUSTRIE est une filiale d'Alstom-Atlantique, elle même filiale de la CGE. C'est une entreprise spécialisée, entre autres choses, dans la grosse chaudronnerie. L'entreprise vient de réaliser une bonne opération lucrative avec la signature d'un contrat avec l'Arabie Saoudite.

286 millions de francs sont en jeu pour la réalisation de six chaudières de 1 320 mégawatts de puissance électrique.

« C'est la plus grosse commande passée à ce jour à l'industrie française dans le domaine des gros équipements mécaniques » dit-on à Alstom-Atlantique, dans un communiqué (citation rapportée par les *Echos* du 17 septembre 1979 en page 12).

Mais combien y aura-t-il d'emplois créés grâce à ce contrat, c'est ce que nous aimerions connaître. Mais peut-être n'y en aura-t-il pas ?

Un coup bien profitable pour les capitalistes, un de plus.

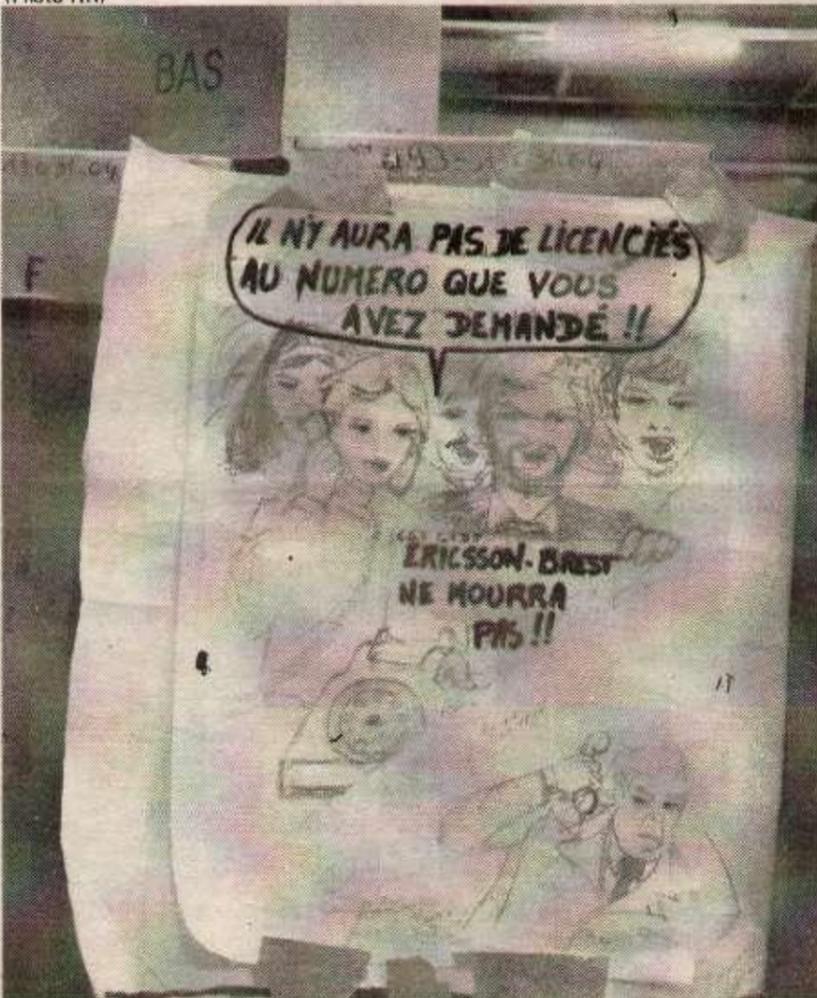
Plan de redressement chez Chrysler aux USA

CHRYSLER est le troisième producteur d'automobiles aux USA derrière General Motors et Ford. Chrysler est en faillite si l'on en croit ses patrons. Un plan de restructuration vient d'être soumis au secrétaire américain au trésor.

L'Etat américain consentira des aides financières de près de 500 millions de dollars et au besoin, mot d'esprit typiquement patronal, pourrait rallonger la sauce avec des prêts complémentaires de 700 millions de dollars.

Mais rien n'a filtré sur les licenciements. Entre gens du monde, ces contingences basement matérielles ne sont pas discutées, allons donc.

(Photo HR)



Groupe Thomson-CSF : 15 000 licenciements prévus. La réponse des travailleurs d'Ericsson-Brest (Groupe Thomson).

LA téléphonie, ça rapporte gros pour ceux qui savent en profiter. Et la Thomson sait en profiter. Bien sûr, il y aura 15 000 licenciements dans le secteur si les travailleurs ne se battent pas contre, ce qui n'est pas le cas.

Le PDG de Thomson doit être à la fête aujourd'hui. Pensez donc : 3,2 milliards de francs de commandes passées par l'Egypte pour 500 000 lignes téléphoniques.

Thomson va aussi équiper l'URSS pour une valeur de 500 millions de francs. Par contre le PDG de la CGE fait triste mine. Il a été laissé pour compte dans ce contrat.

La guerre des télécommunications ne fait que commencer, les requins s'entredévorent.

Restructuration en tous genres

LE plan Barre c'est aussi et surtout la restructuration des monstres capitalistes. Une information nous a paru intéressante à analyser brièvement en ce domaine. Le groupe Lafarge, deuxième producteur mondial de ciments se débarrasse de son secteur papier-carton et par la même occasion des travailleurs qu'il emploie dans ses usines.

Le secteur papier-carton connaît une restructuration accélérée depuis 1975 et des milliers de travailleurs ont été licenciés dans ce secteur. Nul doute que cette restructuration chez Lafarge coûtera quelques emplois tout de même. Mais de cela on n'en parle pas encore.

L'heureux bénéficiaire de cette restructuration est le groupe suédois Billerud-Uddeholm par sa filiale Menigault. Il devient ainsi le second transformateur français de papier-carton.

Le groupe Lafarge va tout le même empocher 110 millions de francs lourds pour cette transaction. La vie des travailleurs n'est décidément pas estimée à bien cher chez les capitalistes.

L'Humanité rouge bimensuelle est parue

Le Bimensuel No 61 est paru. Passez vos commandes à l'administration du journal.

- Au sommaire :
- **Actualité** : La défense en question, Accord CGT-CFDT.
 - **Dossier** : Rentrée scolaire - Le coup de massue.
 - **Analyse** : Procès du FLB ou procès de la Bretagne ?
 - **Culturel** : Bob Dylan. Au-delà du mythe.

AGIT-PROP CENTRALE

Matériel prévu

Une affiche grand format : « Adhère au PCML », une affiche grand format de propagande pour le quotidien : « Chaque jour L'Humanité rouge au cœur de vos luttes », un bandeau 80 X 20 : « Lisez L'Humanité rouge ».

Nous demandons aux camarades concernés de nous fournir leurs estimations en considérant qu'il s'agit d'une campagne à long terme (deux à trois mois).

Administration

30e anniversaire de la République populaire de Chine

Activités de l'AAFC à Paris

I - Au centre Pompidou

Un cycle de conférences aura lieu en septembre-octobre-novembre. Il sera conjointement organisé par l'AAFC (l'Association des amitiés franco-chinoises) et la Bibliothèque publique d'information. Ces conférences seront animées par Claude Hudelot de France-Culture.

Pour l'instant sont prévues,

- Dans la petite salle du centre (sous-sol) :
- **Judi 27 septembre** : Art et littérature chinois (avec Vercors et Jacques Dars) ;
- **Judi 4 octobre** : La Chine dans le monde (avec E. Manac'h) ;
- **Vendredi 12 octobre** : Les minorités nationales (avec Régis Bergeron de retour du Tibet, Jean Golfin, Claudette Castan) ;
- **Vendredi 19 octobre** : Témoignage de Han Suyin.
- Dans la salle de la BPI (Jean Renoir) :
- Le cinéma chinois, l'enseignement du chinois et les échanges universitaires, la justice, l'économie chinoise (avec P. Gentelle, A. Lefebvre, Hélène Marchisio) - dates non encore communiquées.
- Une exposition de photos (« Vu en Chine ») à laquelle participent entre autres, des photographes envoyés en Chine par l'Association. Elle a lieu du 5 septembre au 26 novembre dans la BPI (vernissage le 19 septembre à 18 h 30).
- Un cycle de films (fiction et documentaires) se déroulera du 24 au 29 octobre.

II - Salle Pleyel

Grande soirée d'amitié le samedi 13 octobre à 20 h, avec Han Suyin et le film chinois *Printemps précoce* présenté cette année à Cannes (hors festival).

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM
 PRÉNOM
 Lieu de travail
 Adresse
 Code postal

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
 Rédacteur en chef : Jean Querey
 Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
 Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
 L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :
 B.P. 201 - 75926 Paris cedex 10
 CCP : 30 226-72 D La Source
 Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Drouot
 Commission paritaire No 57 952
 Distribution NMPP
 Imprimerie La Nouvelle
 Dépôt légal 2ème trimestre 1979

Hôpitaux : la grande casse

*Contre cette attaque de grande ampleur,
se mobiliser*

PAR RÉMI DAINVILLE

L'attaque contre l'hôpital public et le droit à la santé va redoubler lorsque le gouvernement aura fait entériner, comme il l'espère, ses projets et mesures à la prochaine session parlementaire. Comme nous l'avons expliqué dans notre édition précédente le pouvoir a l'intention de poursuivre une restructuration d'ampleur entraînant licenciements, suppressions de lits, fermetures de services. Quelle riposte est-il possible d'y apporter, qu'ont prévu dans le Nord les syndicats santé CGT comme CFDT, quelles propositions peut-on avancer dans la période actuelle sur ces questions, voilà les points envisagés aujourd'hui.

LORS de la prochaine session parlementaire, qu'il s'agisse du budget de la santé ou du projet de loi de la réforme hospitalière, l'Assemblée devra débattre de ces questions.

Il est clair qu'une mobilisation a toute chance de se réaliser à cette époque dans les hôpitaux, c'est-à-dire très bientôt. Nous ne sommes pas contre le fait de lier la lutte sur le terrain à la session parlementaire où le projet de loi doit être discuté, mais la lutte sur le terrain doit demeurer prioritaire et fondamentale elle ne peut s'enfermer dans le cadre, étroit et bien illusoire en l'état actuel des choses, du débat parlementaire.

Plate-forme revendicative de la CGT

L'Union des syndicats CGT-santé du Nord réclame en ce qui la concerne :

- 1) Le maintien et le développement des structures hospitalières existantes.
- 2) La création d'équipements nouveaux décentralisés.
- 3) L'embauche immédiate de 95 000 personnes dans le secteur public (dont par exemple 1 100 pour le centre hospitalier de Lille) et de 52 000 personnes dans le privé.
- 4) Une amélioration de la formation professionnelle.
- 5) La suppression de la TVA sur les produits pharmaceutiques et la fixation d'un prix imposé correspondant à leur valeur.

CFDT : du 24 au 29, assemblées de militants

De son côté, la Fédération nationale des syndicats des services de santé et services sociaux de la CFDT a décidé d'organiser, du 24 au 29 septembre dans tous les hôpitaux, des assemblées de militants axées sur quatre points :

- 1) Dépôt d'un cahier de revendications dans chaque hôpital avant le vote du budget santé au Parlement. Cahier où seront inscrits le refus de toute compression d'effectifs, la nécessité de la diminution du temps de

travail à trente-cinq heures afin de créer dans toute la France des milliers d'emplois.

2) Lutte contre les bas salaires qui sont encore de l'ordre de 2 300 F à 2 400 F dans les hôpitaux.

3) La protection des auxiliaires qu'on ne peut licencier abusivement et qui doivent être titularisés.

4) Après le vote du budget, action pour que la loi Veil soit en priorité appliquée dans les hôpitaux car dans la plupart de ceux-ci elle ne l'est pas.

Des propositions d'action

Actuellement, l'heure est à la préparation de la mobilisation dans les hôpitaux, d'une mobilisation qui concerne les travailleurs et travailleuses hospitaliers comme les usagers des hôpitaux, les médecins comme les malades et assurés sociaux :

- Contre tout licenciement dans les hôpitaux, pour le droit au travail pour tous.
- Pour la reconduction et dans les hôpitaux, pour le droit

- Pour les trente-cinq heures par semaine dans les hôpitaux sans diminution de salaire.

- Pour la titularisation des auxiliaires.

- Contre la suppression des lits d'hôpitaux et l'interruption des projets d'agrandissement et de rénovation.

- Pour la reconduction et l'application de la loi Veil sur l'avortement et contre la fermeture des services d'interruption volontaire de grossesse (IVG).

- Pour le statut de travailleur en formation pour les élèves infirmières et infirmiers (avec paiement des stages à plein temps sur la base d'un salaire d'aide-soignant).

La situation actuelle est propice à une action unifiée et offensive de toutes les catégories de personnel de l'hôpital ; et de celles-ci avec les usagers et les travailleurs concernés en tant qu'assurés sociaux.

Non, les travailleurs n'accepteront jamais la remise en cause du droit fondamental à la santé pour tous, ils n'accepteront pas que l'on s'en prenne à cette conquête sociale que constitue l'hospitalisation publique pour tenter au nom du profit de la casser.

Dans le Nord, 950 lits supprimés, des centaines de licenciements

Le projet de loi de réforme hospitalière entrainera dans les hôpitaux de la région du Nord des licenciements (notamment d'auxiliaires), des suppressions de lits, des fermetures de services et des interruptions de travaux.

Il faut savoir que le département du Nord accuse déjà un très grave sous-équipement hospitalier : dernier rang avec 4,7 lits pour mille habitants ; quatrième avant-dernier rang avec 116 médecins et 308 infirmiers pour 100 000 habitants.

La politique gouvernementale en application

1) Licenciements de contractuels ou auxiliaires : 53 à l'hôpital de Boulogne, 150 à Valenciennes, 200 à Dunkerque et 80 à Arras.

2) Suppressions de lits : 948 lits en médecine générale seront supprimés dans la région du Nord-Pas-de-Calais qui a déjà un déficit de 519 lits en chirurgie. Ainsi, à St-Amand, le programme d'accueil est déjà en cours de révision. Il y a des menaces sur les hôpitaux de Béthune, Lens, Calais, St-Omer.

3) A Lille, la direction du CHR (Centre hospitalier régional) a tenté en vain d'écourter de trois mois le stage de formation des aides-soignants pour pourvoir au remplacement des vacances.

Luttes déjà engagées

A Valenciennes, plusieurs manifestations des agents hospitaliers ont eu lieu contre les cent cinquante licenciements d'intérimaires causés par les restrictions budgétaires.

A St-Louis à Boulogne, la lutte des trois cents hospitaliers durant près d'un mois cet été a mis en échec le plan de licenciements. Les cinquante-trois licenciements d'auxiliaires ont été annulés pour l'exercice 1979. Cette première victoire est importante. Elle est susceptible d'encourager la lutte dans les autres hôpitaux. De plus, il semble que l'objectif visant à obtenir l'annulation des licenciements jusqu'à la fin de l'année soit un objectif tactique réaliste et mobilisateur susceptible d'entraîner le plus grand nombre dans l'action et de conduire au succès. Le répit ainsi gagné et l'expérience d'une lutte victorieuse à l'appui constituent deux atouts favorisant au moment opportun une relance de l'action pour obtenir l'annulation définitive des licenciements et la titularisation.

DEMAIN

Une interview du comité des non-titulaires de l'enseignement de la région parisienne

**«Réemploi de tous»
«Titularisation immédiate»**

